

VENDREDI 26 AVRIL 2002

L'Etat a perdu sa pertinence, son efficacité. C'est tellement évident qu'il n'y a personne pour le nier. Les souverainistes eux-mêmes déclarent vouloir rétablir l'autorité de l'Etat. L'extrême droite veut l'enfermer dans un chaudron hermétique pour pouvoir y exercer son sortilège : a partir d'aujourd'hui, il faut que ça change, on va faire comme avant. Et avant c'est encore plus proche de l'ancien régime que du XIXème siècle droite-gauche.

La distance entre les souverainistes et l'extrême droite est quelquefois bien faible, et bien trouble est la frontière qui est sensée les séparer. Mis à part le niveau de brutalité des « solutions proposées », ni les uns ni les autres n'intègrent l'évolution et la part d'irréversibilité qui s'en suit. L'Etat n'est pas à rétablir, car il est objectivement dépassé et voué à disparaître. Il ne correspond plus du tout aux besoins d'une économie devenue « libérale » c'est à dire ouverte, supprimant les barrières quelles qu'elles soient, et disposant également des moyens d'imposer ses critères de profit financier, notamment au travers de la spéculation boursière sans retenue. Le pouvoir national peut toujours élaborer des plans compliqués visant à rétablir le plein emploi, à éviter l'évasion des moyens de production, à réduire la misère, etc... Ce ne sont que déclarations électorales impossibles à réaliser, d'où la similitude remarquée des « programmes » proposés.

Alors, en face, la situation se dégrade constamment, le « citoyen » perd sa culture, ses repères, la démocratie n'est plus qu'un vague souvenir. La part de population en situation de détresse morale et matérielle croit constamment. La conséquence en est une agressivité, donc une agression dont on ne voit pas les limites dans le contexte tel qu'il est. L'être vivant qui se sent en danger vital ne peut qu'attaquer, même si cela doit lui coûter la vie et c'est le sens profond du vote extrémiste. Sans compter que, comme les votes blancs ou nuls et les abstentions, les « citoyens » devenus trop pauvres, trop perturbés, qui n'imaginent même pas s'inscrire et voter, ne sont nulle part pris en compte.

Quel que soit le niveau de perception de ces phénomènes, l'électeur conscient est constamment amené à voter non pas pour un projet, pour construire quelque chose, mais seulement pour éviter le pire. C'est peu encourageant... La mondialisation à la sauce libérale, c'est la ruine de l'humanité, cela se vérifie partout dans le monde. Sommes-nous donc condamnés à mourir de faim pendant qu'une étroite minorité risque sa vie, menacée qu'elle est de périr écrasée sous le poids de ses profits ?

En serions nous réduits à l'apocalypse ? C'est vrai que si le pire n'est jamais certain, il est préférable de disposer de moyens de l'éviter, encore faut-il en avoir conscience. Le manque de responsabilité de l'ensemble des humains n'est pas réductible à on ne sait quelle monstrueuse bêtise. Il est la conséquence d'une « dépossession citoyenne » pratiquée par tous les pouvoirs, tous ayant intérêt à fonctionner sans contrôle de manière à se perpétuer avec leurs prébendes. Car il n'y a pas de pouvoir sans abus, c'est une réalité hélas bien humaine qui explique la misère et la violence, l'acceptation de dictateurs sanglants tels Bush, Sharon et tous les potentats à la tête des pays « en voie de développement ». La seule parade est dans la réappropriation d'une capacité de décision par l'individu. L'individu est unique, irremplaçable, et en même temps totalement incapable de subsister hors la société à laquelle il appartient, encore faut-il qu'il y trouve sa place. D'autant plus en notre époque d'extrême division des tâches. L'harmonie sociale ne peut se concevoir dans le contexte de soumission, de sous-évaluation, de guérilla administrative, de précarité, de mépris, que nous connaissons aujourd'hui. En d'autres termes, réinvestir la dignité, la responsabilité pour

chacun d'entre nous est le passage obligé vers une société plus juste. La solution passe par l'autonomie régionale. En effet, la région est naturellement l'espace de cohérence culturelle et d'efficacité sociale qui permet à l'individu de s'épanouir sans avoir à compter sur on ne sait quelle décision d'un pouvoir inaccessible.

Dans l'analyse de la situation en France, il y a l'écho de la situation mondiale avec cependant une spécificité française. Le royaume de France a été le théâtre d'une grande révolution dont l'origine se situe exactement dans les débordements d'un pouvoir par trop centralisé, dictatorial, totalement coupé de la réalité humaine du pays qu'il méprisait hautainement. Cette révolution, authentique guerre civile par la suite magnifiée jusqu'à en faire un exemple d'héroïsme et un modèle universel, pourrait très bien aujourd'hui se reproduire sous la poussée ignoble de l'extrême droite. Tous les ingrédients en ont été conservés. L'ancien régime déjà avait ruiné le royaume d'un centralisme maladif qui, loin de « composer » avec les forces vives de la société (à l'époque, les nobles) les avait consignées dans la prison dorée de Versailles. Nous en sommes toujours au même point sur ce sujet. Au lieu d'attirer les nobles à Versailles, on concentre éhontément l'activité en Ile de France et on persiste à vouloir ignorer que Paris n'est plus le nombril du monde, à supposer qu'il l'ai un jour été.

Le terme de « classe politique » est entré dans le langage quotidien. Ce n'est pas par hasard et cela montre quelle est la profondeur de la rupture entre ceux qui exercent le pouvoir et ceux qui le subissent. On est censé vivre en démocratie, ce qui signifie en pratique qu'il suffit aux uns de voter pour « déléguer leur pouvoir » pour que les autres perpétuent leurs abus sans contrôle. A tel point qu'on a l'impression que les scandales ne sont même plus scandaleux. Cela n'est rien d'autre qu'un comportement maffieux, universel sous couvert de la démocratie tant vantée par le pouvoir Etats-unisien, mais qui prend des proportions inquiétantes en France par centralisation, par défaut de régionalisation. Certes, sur le papier existent des « régions », ratés administratifs sans autonomie, opposées aux départements dotés de beaucoup plus de moyens, toujours soumises au diktat des préfetures de police napoléoniennes. Le centralisme étant resté entier, on a vu effectivement des « petits potentats locaux » exercer des abus de pouvoir et la droite extrême s'en servir. Qui s'est donc aperçu que, justement, ces abus étaient bien plus visibles dans ces régions ? C'était pourtant un bon indicateur de ce qu'ils ne peuvent y proliférer aussi aisément qu'au niveau central où les petits potentats locaux sont de grands potentats nationaux – les mêmes d'ailleurs – et où l'extrême droite finit par profiter aussi bien de la situation.

L'exception française à vocation universelle, c'est une inquiétante propension à refuser l'autre, à se poser en modèle, en donneur de leçons, donc à cultiver le terrain sur lequel le nazisme peut espérer triompher. Le vote pour un homme que l'on place au-dessus du jeu démocratique, la prétention entêtée à vouloir imposer une « égalité » qui n'est qu'une uniformité, le refus persistant d'écouter ce qui fait la force vive de la nation dans la vie sociale, culturelle, associative, conduisent à des travers très dangereux. La seule chose qui fonctionne à peu près correctement aujourd'hui, c'est le domaine associatif, à tel point que le pouvoir a tendance à se décharger sur lui de sa fonction sociale en espérant se défaire en même temps de certaines charges budgétaires. N'est-ce point un indice ? L'exception française, c'est un repli identitaire, un nationalisme hors de propos, une propension à remplacer une réelle insécurité politique par un débat en termes policiers perdu d'avance, dans lequel l'extrême droite marque tous les points qu'elle veut. Car l'insécurité est bien en premier lieu politique. Sans ces gens agrippés à leur pouvoir de république bananière (et attention au Chirac plébiscité !), il y aurait probablement moins d'injustice sociale, moins d'abus, moins de tergiversations par rapport à l'Europe que, par souci de conservation des prébendes, on rejette alors qu'on est obligé de la construire de toute façon.

Dans le contexte de la mondialisation, l'Europe est une entité obligée, dont l'actuelle faiblesse, soigneusement entretenue par le pouvoir français, est un handicap évident lorsqu'on observe ce qui se passe sur la planète, qui exigerait des prises de

position déterminées, des oppositions résolues aux abus mondiaux de colonisateurs dont « l'inattaquable respectabilité » n'a d'égale que l'immensité de leurs exactions. Pour tenter d'apporter une solution à ce genre de problèmes tout en assurant dignité et responsabilité à chaque citoyen, il n'y aurait qu'une seule solution : une Europe fédérale des régions. Belle utopie qui ne se réalisera pas demain matin...

En attendant, quels que soient les griefs et les regrets de ceux qui ne savent que compter en nombre de voix, la V-ème République est morte le 21 avril 2002. Le pouvoir personnel gaullien débouche sur tous les risques. Il est par conséquent de la plus grande urgence d'instaurer une VI-ème République qui reconnaisse non seulement le droit à la différence, mais admette que la différence, c'est la vie. Si je suis citoyen d'une région Provence, ce n'est pas pour imposer mon patois et obliger les gens à danser la danse des treilles. L'Institut d'Estudis Occitans a été créé à la fin de la guerre par des gens qui avaient été résistants et ce n'était pas pour mettre à bas la République. Le père Jean Rouquette, occitaniste bien connu, au cours d'une homélie de Noël en l'église St Mathieu de Montpellier, rappelait l'universalité des hommes « *même si, n'en déplaise à Brassens, Jésus fait partie de ces imbéciles qui sont nés quelque part. Car personne, même pas Jésus, ne naît universel. On le devient grâce aux autres, avec l'aide des autres. Être Occitan, Palestinien, Corse ou Tchétchéne, c'est être universel. Chaque peuple, chaque tradition nous apporte quelque chose et nous enrichit. Et, dans l'univers, il y a des hommes qui ne regardent pas à l'accent ou à la couleur de la peau pour te faire une place au soleil à leur côté* ». En France, si je veux simplement avoir le droit de parler ma langue, on m'oppose l'impossibilité de modifier un article de la Constitution, alors qu'on en modifie autant qu'il faut pour se « conformer » à l'Europe. Crispation, source de tous les conflits.

La VI-ème République doit changer profondément les structures, reconnaître des régions autonomes, ne plus raisonner en termes de pouvoir, mais en termes de société. Elle doit admettre le principe de la représentation proportionnelle lors des consultations électorales. Ceci est contraire à la culture politique centraliste et fera pousser les hauts cris à certains. Pourtant, ne vaudrait-il pas mieux des discussions constructives entre formations politiques pour atteindre un compromis de gouvernement, plutôt que ces affrontements en tout ou rien auxquels nous assistons depuis plusieurs années ? Si la République fédère des politiques régionales, elle ne peut plus être le champ clos de ces combats de chefs au cours desquels c'est la démocratie participative qui est étouffée. On ne peut plus continuer à écraser tout courant « minoritaire » et condamné à le rester de par le jeu des majorités. J'entends encore des cris d'orfraie : c'est simplement favoriser les menées de l'extrême droite ! Sauf que, dans ce contexte, avant que celle-ci redevienne menaçante, il faudra accumuler quelques belles erreurs, alors qu'aujourd'hui elle menace de devenir majoritaire... Enfin, la nouvelle Constitution doit affirmer clairement la nécessité de la construction européenne indispensable à la définition d'une politique efficace face à la mondialisation. Il n'est plus de saison, depuis longtemps, de refuser de discuter d'Europe sous prétexte que « ce n'est pas celle-là que nous voulons ». Il n'est plus de saison non plus de se proclamer europhile tout en entravant constamment les propositions qui permettraient des avancées constructives. Tout cela représente un seul et même moyen d'engendrer ce monstre administratif qui nous gouverne chaque jour d'un peu plus près.

Fin avril 2002 et avant le second tour de l'élection du roi, il paraît très important de réfléchir à ces problèmes plutôt que de rechercher à qui la faute en termes de voix dans les urnes. La crise n'est pas derrière nous, mais bien dressée en face de nous. Si peu de « responsables » font une analyse politique que cela ne laisse pas présager d'un prochain avenir radieux. Nous ne faisons que commencer à vivre la crise d'identité française, puissions nous espérer qu'elle débouchera sur une modernisation des esprits ! En attendant, il faut une fois de plus voter pour l'option la moins résolument opposée à une Europe fédérant régions et peuples solidaires.

Jean-Claude Latil
26 avril 2002